

Zoom sur ...

... sur le rapport World Economic Outlook (WEO) du FMI et les dernières prévisions de croissance

Après une croissance de 2,5% en 2017, l'activité économique mondiale a légèrement ralenti en 2018 pour s'établir à 2,4%, du fait d'une confluence de facteurs ayant touché de grandes économies (guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, ralentissement du commerce dans plusieurs pays avancés, fléchissement de la production industrielle, risque d'un Brexit sans accord...).

❖ Sur la croissance économique

Selon le rapport, la croissance moyenne en Afrique subsaharienne est restée stable en 2018, à 2,9%, sur fond toutefois d'évolutions assez contrastées entre les pays. Parmi les pays qui ont enregistré des performances décevantes, figurent principalement les pays exportateurs de pétrole dont le Nigéria (1,9%) et l'Angola (-1,7%), qui pâtissent d'une stagnation du niveau de la production de cette matière première.

A l'inverse, certaines économies, comme la Côte d'Ivoire (7,4%), le Sénégal (6,2%), le Bénin (6,5%) et le Burkina Faso (6%) se sont maintenues sur une dynamique de croissance soutenue. De manière générale, l'activité économique s'est particulièrement montrée vigoureuse dans la zone UEMOA, avec une croissance moyenne de 6,3%.

Selon les projections, la croissance moyenne en Afrique subsaharienne devrait accélérer pour atteindre 3,5% fin 2019 puis 3,7% en 2020, portée par la reprise dans les grandes économies de la région telles que le Nigéria, l'Angola et l'Afrique du Sud. A noter que la zone UEMOA restera un pôle de croissance soutenue, avec un taux de croissance qui devrait atteindre 6,8% d'ici 2023.

❖ Sur les pressions inflationnistes

Le taux d'inflation moyen en Afrique subsaharienne a baissé, s'établissant à 8,5% en 2018 contre 11,1% en 2017. Cette baisse devrait continuer en 2019 (8,1%) et 2020 (7,4%). L'inflation demeure structurellement faible dans la zone UEMOA où elle fluctue autour de 1%. En revanche, les pressions inflationnistes restent fortes dans des pays comme l'Angola, le Nigéria ou encore l'Éthiopie qui affichent encore des taux à deux chiffres.

❖ Sur les finances publiques

Le déficit budgétaire s'est en moyenne amélioré, passant de 4,7% du PIB en 2017 à 3,7% du PIB en 2018. Cette amélioration est en partie portée par l'Angola (de -6,3% en 2017 à 2,4% en 2018) et le Nigéria (de -5,4% en 2017 à -4,5% en 2018). Toutefois, le FMI table sur une relative stabilité de cet indicateur en 2019, à 3,69%.

Concernant la dette, elle représentait en 2018 environ 49,2% du PIB consolidé (contre 46,4% en 2017). Ce ratio devrait se stabiliser autour de 48% jusqu'en 2024. Pour la zone UEMOA, ce ratio a atteint 52,5% du PIB en 2018 contre 50% en 2017. Il devrait progressivement baisser au cours des prochaines années, grâce notamment aux efforts de consolidation budgétaire en cours dans cette zone.

❖ Sur l'équilibre extérieur

Le déficit courant s'est détérioré en 2018, à 2,6% du PIB (contre 2,1% en 2017). Cette dégradation devrait se poursuivre en 2019 et 2020 (autour de 3,7%) pour l'Afrique subsaharienne.

Pays	Actualisation d'Avril 2019 des prévisions de croissance			Différence par rapport aux prévisions d'Octobre 2018		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Bénin	6,5	6,5	6,5	0,5 ↑	0,1 ↑	-0,2 ↓
Burkina Faso	6,0	6,0	6,0	0,2 ↑	0,0	0,0
Cap-Vert	4,7	5,0	5,0	0,5 ↑	1,0 ↑	1,0 ↑
Côte d'Ivoire	7,4	7,5	7,2	0,0	0,4 ↑	0,3 ↑
Gambie	6,6	5,4	5,2	1,2 ↑	0,0	0,0
Guinée	5,8	5,9	6,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	3,8	5,0	5,0	-0,7 ↓	0,0	0,0
Mali	4,9	5,0	4,9	-0,2 ↓	0,2 ↑	0,1 ↑
Mauritanie	3,0	6,4	4,7	0,0	1,5 ↑	-2,2 ↓
Niger	5,2	6,5	6,0	-0,1 ↓	1,1 ↑	0,3 ↑
Sénégal	6,2	6,9	7,5	-0,8 ↓	0,2 ↑	0,7 ↑
Togo	4,7	5,0	5,3	0,0	0,0	0,0
ASS	3,0	3,5	3,7	0,3	0,1	0,1

Le coût de la dégradation du littoral en Afrique de l'Ouest

[Une récente étude de la Banque Mondiale \(BM\) publiée en mars 2019](#) montre que la dégradation du littoral coûte chaque année 3,8 Mds USD à l'Afrique de l'Ouest, soit l'équivalent de 5,3 % du PIB des 4 pays concernés par l'étude (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal et Togo). Les dégâts évoqués sont principalement l'érosion des sols, les inondations et la pollution de l'eau et de l'air. En 2017, en plus des conséquences économiques, cette dégradation a causé le décès de plus de 13 000 personnes. L'étude estime que la Côte d'Ivoire est le pays le plus affecté par les inondations et le Bénin, le pays le plus touché par l'érosion (perte en moyenne de 4 m de rivage par an sur 65% de ses côtes). Citant les causes du phénomène, l'étude mentionne la part de responsabilité de l'activité humaine, notamment le mauvais aménagement du territoire. Pour mémoire, la BM a lancé en 2018, le programme de gestion des zones côtières d'Afrique de l'Ouest (WACA) qui concerne six pays (Bénin, Côte d'Ivoire, Mauritanie, São Tomé et Príncipe, Sénégal et Togo). Ce programme finance la construction de mesures de protection, la restauration des mangroves et le traitement de déchets pour restaurer l'écosystème et lutter contre la pollution de l'océan. A noter que le littoral ouest-africain regroupe 20 M d'habitants et génère 56 % du PIB consolidé.

Infrastructure : 323 M USD de la BADEA destinés à la construction des routes dans les pays du G5 Sahel

La Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA) va financer 5 projets de construction d'infrastructures routières dans les pays du G5 Sahel, pour un montant global de 323,88 M USD. Il s'agit des routes : i) Djibo (Mali) – Baraboulé (Burkina) pour un montant de 28,5 M USD ; ii) Sandara – Nioro (Mali) pour 58 M USD - iii) Tidjikdja – Kiffa – Kankossa – Sélibabi – Khabou (Mauritanie) à raison de 62,8 M USD ; iv) Keita – Tamashek – Kolloma – Tahoua au (Niger) à 26,2 M USD ; v) Liwa – Rig Rig et Ngouri – Mao au (Tchad) à hauteur de 148,3 M USD. Cet appui de la BADEA s'inscrit dans la mise en œuvre du Programme d'Investissements Prioritaires (PIP) d'un montant total de 1,9 Mds EUR, pour un portefeuille de 40 projets.

Près de 80% des migrations africaines motivées par des facteurs économiques ou sociaux (Rapport Mo Ibrahim 2019)

[Le rapport Mo Ibrahim révèle que près de 80% des migrations africaines sont motivées par des facteurs économiques ou sociaux et souligne également que seuls 20% des migrants environ en Afrique sont des réfugiés.](#) Le rapport indique que ce phénomène est surestimé, car en 2018, les Africains ne représentaient que 14,1% de la population migrante dans le monde, loin derrière l'Asie (41%) et l'Europe (23,7%). Par ailleurs, c'est la France qui accueille le plus grand nombre de migrants africains (10,5%). Enfin, le rapport précise que les transferts des migrants représentaient 3,5% du PIB du continent en 2018 et dépassaient le montant net de l'aide publique au développement en 2017.

Forum ouest-africain de développement des entreprises (AFRICALLIA 2019)

[La 6^{ème} édition du Forum ouest-africain de développement des entreprises \(AFRICALLIA 2019\) se tiendra du 12 au 14 juin prochain à Abidjan, en Côte d'Ivoire.](#) Les Chambres de commerce et d'industrie du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire ont commencé les préparatifs de ce grand rendez-vous des hommes d'affaires africains et du monde entier. Paris a été la première étape de la campagne de lobbying des organisateurs qui escomptent 700 participants. C'est la première édition dans le cadre de l'organisation alternée de cet évènement créé par la chambre de commerce burkinabé en 2010.

Le chef d'Etat égyptien en tournée en Afrique de l'Ouest

Le chef d'Etat égyptien effectue actuellement une tournée en Afrique de l'Ouest (Guinée, Côte d'Ivoire et Sénégal). Ce déplacement s'inscrit dans le cadre de la volonté de l'Égypte d'intensifier ses relations économiques avec la région ouest-africaine. Au programme, une série d'entretiens bilatéraux avec ses homologues. Plusieurs accords et mémorandums d'entente ont été signés, portant notamment sur la coopération commerciale, la coopération technique dans la gestion des

ressources en eau, la formation et la protection de l'environnement. En Côte d'Ivoire en particulier, cette visite a été l'occasion d'évoquer le retour prochain de la compagnie Egyptair à Abidjan. En Guinée, des mémorandums sont envisagés pour la coopération technique dans le domaine de la gestion des ressources en eau, de la formation et du renforcement des capacités, de l'assistance mutuelle administrative et douanière, de la protection de l'environnement. Les deux chefs d'Etat ont évoqué la nécessité de mettre en place un conseil d'affaires entre les deux secteurs privés.

BENIN

La société SOBETRI rachète deux usines de décortilage de riz

Fin octobre 2016, le gouvernement avait décidé de l'arrêt des activités de deux rizeries (Glazoué et Malanville) afin d'enclencher ultérieurement une réhabilitation de ces usines. Après que l'appel d'offres lancé en août 2017 ait été déclaré infructueux, l'Etat s'est engagé dans une procédure de gré à gré avec l'entreprise SOBETRI (dont il n'est fait aucune mention des actionnaires). Cette société vient d'être autorisée, par le conseil des ministres du 10 avril 2019, à racheter ces deux usines moyennant une offre globale de reprise comprenant : (i) un ticket d'entrée de 1,5 Mds XOF, (ii) une mise aux normes internationales, (iii) un investissement de 10 Mds XOF pour la rénovation et l'extension des activités ainsi (iv) qu'une promesse d'investissement de 15 Mds XOF pour la construction de deux nouvelles rizeries dans la vallée de Ouémé.

BURKINA FASO

4 projets remportés par des entreprises françaises dans le solaire

La 3^{ème} édition de la Semaine des énergies et énergies renouvelables d'Afrique (SEERA 2019) s'est tenue à Ouagadougou, du 4 au 6 avril 2019, sur le thème « Politiques et innovations pour une transition énergétique réussie ». En marge de cet événement qui abritait également le Salon international des énergies renouvelables d'Ouagadougou (SIERO), le ministre burkinabé de l'Énergie a procédé, le 5 avril 2019, à la signature de cinq contrats concernant la construction de six centrales solaires en partenariat public privé (PPP) avec des contrats d'achat d'électricité (PPA). Quatre projets ont été remportés par des entreprises françaises : Quadran en groupement avec le belge Soltech et le burkinabè Syscom pour les centrales de Zano (20 MW) et de Dédougou (15 MW) ; Urbasolar pour la centrale de Pâ (30 MW) ; Africa-Ren, filiale de Greenwish Partners, pour la centrale de Kodéni (30 MW) ; Green Yellow, filiale du groupe Casino, pour la production de 30 MW à Ouagadougou. Le 5^{ème} projet a été attribué à la compagnie financière belge Naange pour la centrale de Kalzi (30 MW).

Bilan 2018 de la filiale burkinabé de Bank of Africa

Le directeur général de la BOA-Burkina Faso, Faustin Amoussou, a annoncé un résultat net de 17 293 M FCFA (27,3 M EUR) au 31 décembre 2018, soit une hausse de 36% par rapport au résultat retraité de fin 2017. Le total bilan s'est établi à 790, 8 Mds FCFA (1,2 M EUR), soit une augmentation de 5% par rapport à 2017. Les dépôts de la clientèle se sont élevés à 569 Mds FCFA (867,5 M EUR) en augmentation de 8,2%. En termes de part de marché sur les dépôts, l'établissement bancaire maintient sa troisième place avec 16,2%, derrière les banques burkinabè Coris Bank et panafricaine Ecobank.

CAP-VERT

Maintien du taux de chômage et baisse du taux d'emploi en 2018

Selon l'Institut des statistiques, le taux de chômage est stable en 2018, à 12,2%. Il demeure plus élevé chez les jeunes de 15 à 24 ans, à 27,8%, mais diminue par rapport à 2017 pour cette catégorie (32,4%). Le taux d'emploi s'est établi à 48,8%, contre 51,9% en 2017. La population active est estimée à 195 000 personnes, en baisse de 8 775 personnes par rapport à 2017, malgré une hausse de la population de 15 ans et plus. 3 jeunes de 15 à 34 ans sur 10 sont sans emploi et ne fréquentent pas d'établissement d'enseignement ou de formation. Le taux de sous-emploi est estimé à 14,7%.

Bouclage du financement du projet aurifère de Yaouré

[L'entreprise australienne Perseus mining a annoncé la finalisation du plan de financement de sa mine d'or de Yaouré.](#) Un consortium de trois banques (Société Générale, Macquarie Bank et Nedbank) apportera un prêt syndiqué de 133 M EUR. La production devrait débuter en décembre 2020 et durer 8 ans et demi. Selon une étude conduite par Perseus mining, la mine a la capacité de produire 1,36 million d'onces d'or sur sa durée de vie. Le coût global de l'investissement est estimé à environ 263 M USD. Pour mémoire, en dépit d'une baisse de la production aurifère (846 575,1 onces 24,5 tonnes en 2018 contre 917 123 onces en 2017), le secteur minier ivoirien a généré un chiffre d'affaires de 887 M EUR, soit une hausse de 8% par rapport à 2017. Les prévisions de production minières sont positives, portées par la mise en service de l'usine CIL de la mine d'or d'Ity et la finalisation de l'instruction de la demande de permis d'exploitation du gisement d'or dans le département de Bouaflé.

Recul du bénéfice net de SOLIBRA

[Les résultats de l'année 2018 furent contrastés pour la Société de Limonaderies et des Brasseries d'Afrique \(SOLIBRA\), filiale ivoirienne du groupe français Castel.](#) Alors que les ventes ont progressé de 5% par rapport à 2017 pour atteindre 309 MEUR, l'augmentation des charges d'exploitation et financières a entraîné une baisse du bénéfice à 2 MEUR, soit trois fois moins qu'en 2017.

Remise du plan triennal d'investissement de l'Office national de l'eau potable

[L'office national de l'eau potable \(ONEP\) a organisé la restitution de son plan stratégique triennal pour la période 2019-2021.](#) L'objectif principal est de desservir 95% de la population en eau potable en 2020, contre 65% aujourd'hui. Pour cela, l'ONEP escompte 4 Mds EUR d'investissements dans le secteur de l'eau potable.

Lancement de la start-up Glovo en Côte d'Ivoire

[La start-up espagnole « Glovo » sera bientôt opérationnelle à Abidjan.](#) Appuyée par l'ambassade d'Espagne, les responsables de l'entreprise ont procédé au lancement officiel de la structure en Côte d'Ivoire. Son cœur de métier est le commerce en ligne et la livraison de biens.

Démarrage de l'opération de renouvellement des CNI par la société SEMLEX

[Le Conseil des ministres a approuvé le contrat de partenariat relatif à la conception, au financement, à la mise en place et à l'exploitation du Registre national des personnes physiques \(RNPP\) conclu le 8 avril 2019 avec la société belge SEMLEX.](#) La durée de cette convention est de 12 ans. La société sera chargée de produire et de renouveler les cartes nationales d'identité. Le système est dimensionné pour produire au moins 36 millions de cartes pendant la durée du contrat, dont 12 millions pendant les deux premières années, afin de satisfaire aux besoins de renouvellement des cartes nationale d'Identité (CNI) venant à expiration à compter de juin 2019.

GUINEE

Affaire Simandou : BSGR condamnée à payer 1,25 Md USD à l'entreprise brésilienne VALE

En 2009, BSGR (entreprise du milliardaire franco-israélien Benny Steinmetz) avait acquis avec le gouvernement de la transition guinéenne, la moitié du gisement de fer (bloc 1 et 2) du Mont Simandou (considéré comme le gisement le plus riche au monde). Par la suite, une joint-venture a été formée entre BSRG et la société brésilienne VALE pour exploiter le gisement. En 2010, cette acquisition jugée « frauduleuse » par le Président Alpha Condé, a été annulée et l'affaire portée devant les tribunaux internationaux qui ont condamné BSGR. La joint-venture se trouvant de facto éclatée, VALE s'est retournée contre son associé BSRG en portant l'affaire devant le tribunal d'arbitrage de Londres qui vient de condamner BSGR à lui payer 1,25 Md USD. Pour mémoire, le 25 février 2019, un accord à l'amiable, qui a été trouvé entre le gouvernement guinéen et BSRG, avait permis au pays de récupérer la propriété des 2 blocs litigieux.

MALI

La Banque Islamique de développement (BID) accorde près de 30 M EUR pour l'éducation des enfants

Le président de la BID et le ministre des finances ont procédé à la signature d'un accord de financement estimé à 30 M EUR, en marge de la 44^{ème} réunion annuelle de la banque qui s'est tenue du 4 au 6 avril 2019 au Maroc. L'enveloppe est destinée au projet PACETEM (Programme d'accès à l'éducation pour tous les enfants au Mali) et vise à soutenir les efforts du gouvernement face aux besoins en matière d'éducation. Selon le ministre des Finances, cette initiative permettra de scolariser 596 597 enfants sur la période 2018-2021. Pour mémoire, le portefeuille de la BID au Mali se chiffrait à 583 M EUR et se composerait d'une vingtaine de projets et programmes.

La France apporte une aide alimentaire d'un montant de 1,5 M EUR pour 2019

L'insécurité, les conflits et les aléas climatiques provoquent des déplacements de population et impactent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance d'environ 3 M de personnes. Selon le Ministère de la santé 660 000 enfants seraient affectés par la malnutrition aiguë en 2019 dont 500 000 atteints de malnutrition aiguë modérée et 160 000 de malnutrition aiguë sévère. Le financement français sera alloué à deux projets portés d'une part par le PAM et l'UNICEF et d'autre part l'ONG Solidarités International au bénéfice de 65 432 dans les régions de Mopti et Tombouctou.

MAURITANIE

BP attribue à KBR un contrat Pré-FEED du projet de GNL Grand Tortue Ahmeyim (GTA)

Il s'agit d'un contrat d'ingénierie d'avant-projet détaillé (Pré-FEED) pour les phases de développement 2 et 3 de GTA. Les deux phases permettront d'augmenter la capacité de livraison de gaz supplémentaire à partir d'un système sous-marin en eau très profonde, connecté à des plateformes de traitement de gaz en eau moyenne. Le gaz sera ensuite transféré vers des installations de prétraitement et de GNL offshore situées au cœur de la phase 1. A noter que KBR avait déjà obtenu en août dernier, le contrat FEED pour la phase 1 du projet.

NIGER

Le gouvernement et GoviEx souhaitent développer l'uranium de Madaouela

L'État nigérien et la compagnie minière canadienne GoviEx Uranium ont signé un mémorandum afin de développer conjointement le projet d'uranium de Madaouela (istrict uranifère d'Arlit, dans le nord du Niger). Selon les termes de cet accord, le gouvernement acquerra 10% d'intérêts dans le projet, contre un investissement de 14,5 M USD. Cette participation portera à 20% les intérêts de l'État, qui détenait déjà 10% d'intérêts passifs exempts d'investissement dans le projet. En outre, la zone couverte par le permis d'exploitation de Madaouela sera agrandie pour inclure les ressources minérales découvertes par GoviEx sur la licence Agaliouk. Les accords font également état d'une réduction d'impôts pour la compagnie jusqu'à ce qu'elle trouve un financement pour la construction et le développement du projet.

SENEGAL

Formation du gouvernement : le ministère de l'Economie, des Finances et du Plan scindé en deux entités

Le nouveau gouvernement annoncé dans la cadre du second mandat du Président Macky Sall, le 7 avril, se traduit par une division du ministère de l'Économie, des Finances et du Plan en deux entités distinctes, avec d'un côté le ministère des Finances et du Budget, confié à Abdoulaye Daouda Diallo, précédemment aux Transports, et de l'autre le portefeuille de l'Économie, du Plan et de la Coopération, pour lequel a été choisi Amadou Hott, ancien vice-président de la BAfD en charge de l'énergie, du climat et de la croissance verte depuis 2016.

Programme d'investissement du cimentier HEIDELBERG

La filiale CIMTOGO, détenue majoritairement par le cimentier allemand HEIDELBERG CEMENT GROUP, a annoncé mettre prochainement en œuvre un programme d'investissement privé de l'ordre de 16 Mds XOF, pour l'installation d'une nouvelle broyeuse et d'une centrale solaire photovoltaïque. Pour mémoire, HEIDELBERGE dispose d'une part de marché d'environ 60% sur le marché togolais, devant le nigérian DANGOTE (30% de part) et l'indien WACEM (10%).

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.) 2018	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds USD) 2018	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
PIB / Hab (USD) 2018	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%) 2018	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
Inflation (%) 2018	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB) 2018	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
Dettes publiques (%PIB) 2018	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
Pression fiscale (%PIB) 2017	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque